

CONJONCTURE ECONOMIQUE

DECEMBRE 2023

La persistance de la sécheresse pour la quatrième année consécutive et le ralentissement de l'économie mondiale ont marqué les réalisations de l'année 2023 avec notamment : un net ralentissement de la croissance du PIB, la poursuite de la baisse de l'investissement et l'augmentation du chômage. L'équilibre de la balance des paiements enregistre une certaine détente sous l'effet de la baisse des importations qui a entraîné une amélioration de la situation de la balance commerciale et la forte augmentation des recettes touristiques mais aux prix du ralentissement de la croissance et de la baisse de l'investissement qui reflète notamment la baisse des indicateurs relatifs au climat des affaires et à la compétitivité l'économie tunisienne.

Le budget de l'Etat a connu, de son côté, une amélioration relative puisque l'équilibre du Budget pour l'ensemble de l'année 2023 a nécessité l'adoption d'une Loi des Finances Rectificative.

Les difficultés de mobilisation des ressources extérieures constituent enfin un foyer de préoccupation pour le financement de la balance des paiements et du budget de l'Etat eu égard au niveau élevé atteint par l'endettement.

Les développements qui suivent explicitent ces évolutions au niveau des différents agrégats.

1. La production : Un net ralentissement de croissance sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale mais aussi de facteurs endogènes

Les résultats des comptes nationaux trimestriels montrent que le PIB enregistre une baisse au taux de -0,2 % sur un an, au quatrième trimestre 2023 en comparaison au dernier trimestre de l'année 2022.

Au total, l'économie nationale aurait enregistré une croissance à 0,4% sur l'ensemble de l'exercice 2023. Hors agriculture le PIB annuel progresserait de 1.6%.

Croissance du PIB en %	2022				2023			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Glissement annuel	2.5	2.8	3.4	1.8	1.8	0.4	-0.3	-0.3
Variation trimestrielle	0.5	0.1	0.9	0.3	0.6	-1.2	0.1	0.5

Concernant la contribution à la croissance, la demande intérieure en volume s'est repliée de 0,2%, notamment au niveau de l'investissement, affichant une contribution négative de 0,2 points de pourcentage à la croissance économique du quatrième trimestre (-0,2). Tandis que le solde des échanges extérieurs de biens et services a affiché une contribution neutre, résultant d'une hausse annuelle du volume des exportations (8,0%), qui a dépassé légèrement celle des importations (6,7%).

Au niveau des secteurs, l'année 2023 a enregistré une baisse de la croissance de la valeur ajoutée dans 12 secteurs dont notamment l'agriculture (-11.0), l'extraction des produits (-10.3%), le raffinage de pétrole (-33.9%), l'IMCCV (-7.5) et la poursuite de la baisse dans le secteur de la construction parallèlement à celle des investissements et le textile habillement et cuirs (-0.4%).

Parallèlement quelques secteurs ont enregistré une certaine dynamique, l'on note notamment la consolidation du rythme de croissance du secteur du tourisme (12.8), la résilience du secteur des industries mécaniques et électriques (+5.78%,) à l'effet du fléchissement de l'activité observé dans la zone Euro (+5.8%).

La croissance continue à se situer à un niveau faible. Etant rappelé que le PIB a enregistré une baisse de la croissance de 0.6% en moyenne par an depuis la pandémie (2019-2022). Cette situation s'explique certes par des facteurs conjoncturels, internes et externes (ralentissement de la croissance mondiale, sécheresse.) mais aussi par des facteurs structurels dont notamment la baisse de la croissance potentielle résultant du niveau faible de l'investissement, la baisse de la compétitivité et les difficultés et goulets d'étranglement rencontrés par de nombreux secteurs.

Dans le court terme la relance de la croissance devra être impérativement recherchée à travers la mise œuvre de politiques spécifiques à chaque secteur dont l'objectif est de résoudre les problèmes rencontrés et aider les entreprises pour faire face à ces difficultés, en attendant la reprise escomptée de l'investissement (délais de gestation).

2. Le marché de l'emploi : Augmentation du taux de chômage

Au quatrième trimestre de 2023 la population active s'inscrit en hausse, s'établissant à 4083,8 mille individus contre 4122.2 mille au quatrième trimestre de l'année 2022, soit une baisse de 38.4 mille individus. Cette population se répartit à raison de 69,4 % pour les hommes et 30,6 % pour les femmes.de l'ensemble

Le nombre des occupés s'établit à 3416,2 mille au quatrième trimestre de l'année 2023 contre 3499.6 mille au quatrième trimestre de 2022 soit une baisse de 83.4 individus.

La répartition des occupés selon les secteurs d'activités se présente comme suit : 54 % dans le secteur des services, 18 % dans le secteur des industries manufacturières, 13 % dans le secteur des industries non manufacturières et 15 % dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

Au quatrième trimestre de l'année 2023, le nombre de chômeurs est estimé à 667,5 mille et le taux de chômage augmente pour s'établir à 16,4 % contre 15,2 au quatrième trimestre de 2022. Le taux de chômage des hommes augmente de 12.9% au quatrième trimestre de 2022 à 13,8 % au quatrième trimestre de 2023, tandis que pour les femmes, le taux de chômage a atteint 22,2 % au cours du quatrième trimestre de l'année 2023 contre 20.1 % au quatrième trimestre de 2022.

Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a augmenté au cours du quatrième trimestre de l'année 2023, atteignant 40,9 % (contre 39,1 % au troisième trimestre de l'année et 38,8 % au quatrième trimestre de 2022). Ce taux se décompose en 42,1 % pour les hommes et 38,2 % pour les femmes au cours du quatrième trimestre de l'année 2023.

En revanche, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur diminue pour atteindre 23,2 % au quatrième trimestre de l'année 2023 (contre 24,0 % au quatrième trimestre de l'année 2022). Ce taux est de 12,3 % chez les hommes et de 33,0 % chez les femmes.

3. L'investissement continue de baisser

L'investissement se caractérise en 2023 par la poursuite de la baisse . Ceci est corroboré par une faible progression de 2.9 % des importations des biens d'équipement aux prix courants correspondant, compte tenu de l'inflation, à une baisse en terme réel (le taux d'inflation annuel de l'Union Européenne est de 6.4% en juin 2023).

Cette situation est liée, entre autres, au niveau limité de la liquidité dans le secteur bancaire, en relation avec l'augmentation des emprunts bancaires de l'Etat sous forme de bons de trésor exerçant un effet d'éviction du secteur privé. Ceci en plus des niveaux élevés des taux d'intérêt en liaison avec la poursuite du resserrement de la politique monétaire pour lutter contre l'inflation. Les crédits bancaires accordés à l'économie n'ont augmenté que de +2,2% par rapport à l'année dernière.

L'investissement déclaré dans le secteur industriel a accusé une baisse de 5.2 %, il atteint durant l'année 2023 le montant de 2291.6 MD, contre 2417.4 MD pour l'année 2022. La baisse a concerné les secteurs agroalimentaires (-13.6%), les IME (-20.3%) et le secteur du cuir et de la chaussure (-50 %).

Les investissements déclarés dans les industries totalement exportatrices ont baissé de 8.3%, passant de 1074.3 MD en 2022 à 985.0 MD pendant l'année 2023.

Enfin, pour les IDE, le rythme de progression se ralentit à 7.7% contre 20.0% en 2022. Ce ralentissement s'explique notamment par la baisse des IDE dans le secteur énergétique (-4.3%) et la faible progression dans le secteur des services (1.1% contre 19.9% en 2022).

Il importe de souligner à cet égard qu'une nouvelle analyse de la CNUCED montre que les tendances mondiales de l'IDE ont déjoué les prévisions, mais souligne que la croissance a été tirée par quelques économies européennes "intermédiaires" et soulève des inquiétudes quant au déclin des projets d'investissement internationaux.

Le rapport de la CNUCED souligne également une baisse inquiétante des annonces de projets d'investissements internationaux l'année dernière, en particulier dans le domaine du financement de projets et des fusions-acquisitions, qui ont chuté respectivement de 21 % et de 16%.

Pour ce qui est de l'avenir, le rapport indique qu'une augmentation modeste des flux d'IDE en 2024 semble possible, citant la stabilisation de l'inflation et des coûts d'emprunt sur les principaux marchés.

Il met toutefois en garde contre la persistance de risques importants, notamment les tensions géopolitiques, l'endettement croissant dans de nombreux pays et les craintes d'une nouvelle fragmentation de l'économie mondiale.

4. L'inflation : Poursuite de la détente graduelle de l'inflation mais elle continue à être élevée

Selon les statistiques de l'INS, le taux d'inflation moyen de l'année 2023 s'établit à 9.3% contre 8.3% en 2022.

Ce niveau d'inflation s'explique notamment par la hausse de 12,3% sur un an des prix de l'alimentation. Cette hausse provient principalement de l'augmentation des prix du café en poudre de 35%, des viandes bovines de 26,6%, des huiles alimentaires de 25,1%, des prix des condiments de 20,7%, des légumes frais de 14,1% et des fruits frais de 12,5%.

Les prix des produits manufacturés augmentent de 7% en raison de la hausse des prix des matériaux de construction de 5,4%, des produits de l'habillement de 9,8% et des produits d'entretien courant du foyer de 7,7%. Pour les services, l'augmentation des prix est de 6,1% sur un an, principalement expliquée par la hausse des prix des services des restaurants, cafés et hôtels de 11%, des services de transport publique et privé de 7%, des services financiers de 13,3% et des services d'assurances de 5,1%,

Le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) se replie pour s'établir à 7,1% après 7,3% le mois précédent. Les prix des produits libres (non encadrés) augmentent de 9,4% sur un an. Les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 3,9%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 13,8% contre 3,3% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

Le groupe « Produits manufacturés » et le groupe « Services » sont les secteurs ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation globale soit respectivement 2,7% et 2.1

Le groupe « Non alimentaire libre » et le groupe « Alimentaire libre » sont les groupes ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation soit respectivement 4% et 3,2%. Par ailleurs, le groupe « Produits alimentaires encadré » a apporté la plus faible contribution avec 0,1%.

L'inflation en Tunisie demeure élevée comparée à d'autres pays. Ceci ne favorise pas la compétitivité de l'économie et limite la marge de manœuvre pour appuier la relance de l'investissement par des taux d'intérêt plus faibles.

L'inflation mondiale devrait régulièrement reculer, de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024, en raison du resserrement de la politique monétaire facilité par une baisse des cours internationaux des produits de base.

Pour le Maroc, le taux d'inflation est passé de 6.6% en 2022 à 6.1% alors que le pays continue d'être affecté par la hausse des prix des matières premières, principalement l'énergie, et par la sécheresse pour la cinquième année consécutive. Le taux d'intérêt est maintenu par la Banque centrale du Maroc à 3% « Le taux d'intérêt actuel sera approprié et facilitera le retour de l'inflation à des niveaux compatibles avec l'objectif de stabilité des prix" »

5. Les échanges commerciaux : Amélioration de la situation de la balance commerciale sous l'effet de la baisse des importations

Selon les résultats des échanges commerciaux de la Tunisie avec l'extérieur pour l'année 2023 montrent que les exportations ont augmenté de 7,9% contre +23,4% durant l'année 2022 et les importations baissent de 4,4%, contre une hausse de 31,7% durant l'année 2022.

Suite à cette évolution, le déficit commercial s'est allégé pour s'établir à un niveau de -17069 MD contre -25231,4 MD durant l'année 2022. Le taux de couverture a gagné 8,9 points par rapport à l'année 2022 pour s'établir à 78,4%.

Années (en MD)	2021	2022	2023	2022/21	2023/22
Exportations	46 654.2	57 557.5	62 077.3	23.4%	7.9%
Importations	62 864.9	82 788.9	79 146.3	31.7%	-4.4%
Déficit commercial	16 210.7	25 231.4	17 069.0		
Taux de couverture	74.2%	69.5%	78.4%		

L'augmentation des exportations (+7,9%) durant l'année 2023 concerne le secteur des industries agro-alimentaires qui ont augmenté de 17,8%, celles des textiles, habillement et cuirs de 6,9% et celles des industries mécaniques et électriques de 15,9%. En revanche les exportations du secteur de l'énergie ont baissé de -16,2% et celles des mines, phosphates et dérivés de -25,8

Variation (en %)	2022	2023
Industrie agro-alimentaire	34.2	17.8
Textile habillement et cuir	21.9	6.9
Industrie mécanique et électrique	14.1	15.9
Mines, phosphate et dérivés	56.1	-25.8

Energie	51.4	-16.2
Total exportations	23.4	7.9

La baisse observée au niveau des importations (-4,4%) provient essentiellement de la baisse enregistrée au niveau des importations des produits énergétiques (-10,8%) et des matières premières et demi-produits (-7,3%), Tandis que les importations des biens d'équipement et de consommation augmentent faiblement, respectivement de 2,9% et 1,8%.

Variation en %	2022	2023
Energie	55.6	-4.4
Matières premières et demis produits	31.8	-7.3
Alimentation	43.1	-6.2
Biens de consommation	13.7	1.8
Biens d'équipement	12.3	2.9
Total importations	31.7	-4.4

Le solde de la balance commerciale par région demeure marqué par l'importance du déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine (-8418,3 MD), la Russie (-6788,3 MD), l'Algérie (-4376,7 MD), la Turquie (-3395,2 MD), le Brésil (-1299,6 MD) et l'Egypte (-853,5 MD).

En revanche, le solde de la balance commerciale des biens a enregistré un excédent avec d'autres pays, principalement la France (5854 MD), l'Allemagne (2744,7 MD), l'Italie (1384,8 MD) et la Libye (2313,4 MD).

D'autre part, il est à noter que le déficit de la balance commerciale hors énergie se réduit à -7403,2 MD et que le déficit de la balance énergétique s'établit à -9665,7 MD (56,6% du déficit total) contre -10566,2 MD durant l'année 2022.

6. La situation de la balance des paiements connaît une certaine détente

La réduction du déficit courant se poursuit, le compte des opérations courantes a dégagé un solde de -4.234 MDT (ou -2,7 % du PIB), à fin novembre 2023, contre - 11.982 MDT (ou -8,3 % du PIB) une année auparavant. La réduction notable du déficit courant a été soutenue par la contraction du déficit commercial d'une part, et l'amélioration des recettes touristiques et des revenus du travail, d'autre part.

11 mois En MD	2022	2023	2023/22
Transport	4 529.6	4 876.5	7.6%
Dont redevance gaz	1 583.5	1 937.5	22.4%
Recettes touristiques	5 038.5	6 575.7	30.5%
Revenus du travail	7595.2	7 961.3	4.8%

Compte tenu de la baisse du déficit courant, l'équilibre général de la balance des paiements s'est soldé, durant les onze premiers mois, par un excédent de 2086.3 MD contre un déficit de 1518.3 MD une année auparavant ce qui s'est traduit par une augmentation des réserves de change pour s'établir, au 9 février 2024 à 25 867 MD ou 119 jours d'importation, contre 22 264 MD ou 96 jours

d'importation une année auparavant. Les ressources d'emprunts extérieurs mobilisées se sont limitées à 11 953.5 MD à fin novembre 2023 contre 13552.5 MD une année auparavant.

7. Le budget de l'Etat connaît une certaine détente mais les difficultés de mobilisation des ressources de financement extérieures se poursuivent.

Les statistiques disponibles sur l'exécution du budget de l'Etat, pour les onze premiers mois de 2023, font ressortir une évolution des ressources de l'Etat de 8.4% contre 13.2% prévus par la Loi des Finances de 2023, s'expliquant par un rythme plus faible que prévu de l'évolution des recettes fiscales (8.6% contre 14.3 % prévu) du fait notamment d'une augmentation faible de l'impôt indirect de 4.6% (droit de douane : + 2.1% et TVA : +2.3%) en relation avec la croissance plus faible que prévue du PIB et la baisse des importations.

Les recettes non fiscales ont augmenté de 26.3% soit 3378 MD à fin novembre 2023 contre 2808 MD une année auparavant en relation avec l'augmentation de la redevance gaz de 14.5%.

Les dépenses enregistrent une hausse de 1.5% contre 6.7 % prévu. L'on relève notamment une baisse des dépenses d'intervention de 9.6 % et une augmentation des investissements de l'Etat de 12.3%.

En MD	11 mois 2022	11 mois 2023	variations (En %)	Rappel loi des finances 2023	
Ressources de l'Etat	35 420	38 394	8.4	46 424.0	13.2
-dont :					
Recettes fiscales	31 676	34 392	8.6	40 536.0	14.3
Dépenses de l'Etat	40 320	40 939	1.5	53 921.0	6.7
-dont :					
Dépenses d'intervention	11 959	10 810	-9.6	17 221.7	-4.0
Dépenses d'investissement	3 380	3 796	12.3	4 692.5	3.3
Solde budgétaire hors privatisation - 5 882		-3 169		- 8 507.2	

Cette évolution des recettes et dépenses de l'Etat a entraîné une baisse du déficit budgétaire de 2713 MD à 4882 MD durant les onze premiers mois de 2023 contre 2 087 MD durant la même période de 2022.

Son financement a été réalisé notamment grâce au recours aux crédits intérieurs qui ont totalisé 9739 MD durant les onze premiers mois de 2023 contre une enveloppe de 9593 MD prévue par la Loi des finances

Les crédits extérieurs se sont limités, en revanche à 5072 MD contre une prévision initiale de 14 368 MD reflétant les difficultés de mobilisation des ressources extérieures de financement.

L'augmentation des dépenses (1.5%) ne reflète pas toutefois la situation réelle de l'économie du pays, car plusieurs créanciers de l'Etat ne sont pas encore payés notamment au niveau de la compensation.

Par ailleurs, il est à rappeler que l'évolution des conjonctures mondiale et nationale a nécessité la révision de certains indicateurs tels que la croissance du PIB, le prix du pétrole et l'actualisation des

recettes et des dépenses de l'Etat. De la sorte, le déficit pour l'ensemble de l'année s'élèverait à 12 288 MD soit 7.7 % du PIB comme en 2022 contre 8507 MD et 5.2% du PIB prévu par la Loi des Finances 2023.

8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires, durant le premier semestre, sont marqués par le niveau de l'activité, et les contraintes au niveau du financement du budget de l'Etat résultant du retard dans la mobilisation des ressources extérieures de financement.

Ainsi, les billets et monnaie en circulation progressent de 12.10% sur un an (9 février 2024 par rapport à 9 février 2023). Le refinancement de la BCT enregistre une augmentation de l'ordre de 4.5% qui est expliquée par un niveau limité de la liquidité dans le secteur bancaire, et ce en parallèle avec l'augmentation des emprunts bancaires de l'Etat sous forme des bons de trésor.

Les créances sur l'Etat sont marquées ainsi par une augmentation de 12.4% de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 27 Milliards de dinars avec une augmentation de 54.9% de l'encours des bons de trésor à court terme et une baisse de 5.8% de l'encours des bons de trésor assimilables.

L'encours total des crédits bancaires a augmenté de +7,3% sur un an en 2023. La plus forte progression a concerné les crédits accordés à l'Etat (+24,8% sur un an) alors que les crédits bancaires accordés à l'économie n'ont augmenté que de +2,2% par rapport à l'année dernière.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
09/02/2022	18 988	14 537	24 060	22 264	3.3319	3.0995
30/03/2023	21 301	15 197	27 033	25 838	3.3663	3.1288
Evolution en %	12.1	4.5	12.4	16.2	1.0	1.0

Conclusion

Durant l'année 2023, une certaine détente est observée au niveau du solde courant de la balance des paiements et de l'équilibre du budget de l'Etat. Mais cela a été réalisé, faut-il le souligner, au prix du ralentissement de la croissance, de la poursuite de la baisse de l'investissement, de l'augmentation du taux de chômage qui est déjà élevé ainsi que des difficultés d'approvisionnement du marché intérieur notamment en produits de base.

La croissance s'inscrit sur un sentier faible qui s'explique certes par des facteurs conjoncturels, internes et externes, mais aussi par des facteurs structurels dont notamment la baisse de la croissance potentielle résultant du niveau faible de l'investissement, la faible compétitivité des entreprises et les difficultés et contraintes rencontrées par les entreprises dont notamment, selon l'enquête de l'ITCEQ de 2022, la corruption, le cadre juridique, l'accès au financement bancaire et le climat social.

Deux enjeux majeurs

1. La relance de l'investissement, principal moteur de la croissance et des créations d'emplois, mais à court terme, pour l'année 2024, la relance de la croissance devra être impérativement recherchée à travers la mise œuvre d'urgence de politiques spécifiques à chaque secteur dont l'objectif est de résoudre les problèmes rencontrés et aider les entreprises qui rencontrent des difficultés, en attendant la reprise escomptée de l'investissement (délais de gestation).

2. Le rétablissement de la confiance pour améliorer la visibilité et la mise en œuvre des réformes structurelles pour renforcer la compétitivité et améliorer l'environnement des affaires pour stimuler l'initiative et renforcer l'attractivité du pays.

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, Bulletin de conjoncture do décembre 2023